

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 25 mars 2023.

Le péril jaune menace...

Frelons asiatiques en Europe : Un seul insecte venu de Chine aurait provoqué l'invasion - 20minutes.fr 24 mars 2023

Ils vous auront menti sur tout.

La moitié des miels importés dans l'Union européenne seraient en fait « frelatés » - 20minutes.fr 24 mars 2023

L'Union européenne importe environ 40 % de sa consommation de miel. Sauf que la moitié de ces miels importés sont suspectés d'être frelatés, notamment via l'ajout de sirops de sucre, selon une enquête des autorités européennes publiée jeudi qui épingle des miels originaires de Chine et Turquie.

Sur 123 exportateurs de miel vers l'Europe, 70 sont soupçonnés d'avoir frelaté leurs produits, et sur 95 importateurs européens contrôlés, les deux-tiers sont concernés par au moins un lot suspect. 20minutes.fr 24 mars 2023

Quand ils ne savent plus ce qu'ils disent...

A en croire un "expert" recruté pour l'occasion par le média du Sénat Publicsenat.fr, il y aurait en Europe trois types de démocraties : « *les démocraties illibérales où les oligarques contrôlent de fait les médias, les démocraties libérales classiques et puis les démocraties libérales instables* », or il se trouve que c'est dans "*les démocraties libérales classiques*", dont la France "*où les oligarques contrôlent de fait les médias*", l'essentiel du pouvoir économique et politique dans ce qu'on devrait appeler une ploutocratie, un régime antidémocratique à tendance fascisante ou totalitaire.

En réalité, ces catégories relèvent de la propagande idéologique, elles sont destinées à servir les intérêts politiques de l'oligarchie mondialiste. Elles ont été publiées par *The Economist* de Rothschild qui définit qui ou quels chefs de gouvernement sont leurs fidèles serviteurs ou loyaux exécutants, ou sinon leurs vassaux, et qui sont leurs ennemis. Les médias ou les institutions y recourent sans s'apercevoir qu'ils se ridiculisent puisque l'accusation qui est portée contre les démocraties illibérales, vaut également pour ce qu'ils appellent les démocraties libérales classiques dont fait partie la France dans leur classement, chacun sachant que 90% des principaux médias sont détenus par une dizaine d'oligarques.

Liberté des médias : des spécialistes sceptiques sur une proposition de règlement européen

<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/liberte-des-medias-des-specialistes-sceptiques-sur-une-proposition-de>

J-C - Pour l'oligarchie mondialiste ou la Commission européenne, il est inconcevable que dans l'avenir des médias dominants dans un pays de l'UE échappent à leur contrôle total ou tiennent un discours qui contredise le leur.

Par ailleurs, ils se font fort de censurer ou de marginaliser les médias dits alternatifs dont finalement l'audience est du reste insignifiante, sans compter que d'un côté ou un autre, comme ils sont pratiquement tous corrompus ou bourrés de grossières contradictions, ils ne constituent pas vraiment une menace pour eux, car ils n'inspirent pas confiance ou leur orientation politique mène dans une impasse, relève du fantasme ou de la mégalomanie.

Ils vous ont menti sur tout, suite.

Irak : 20 ans après l'invasion étasunienne censée apporter la démocratie, quel bilan ? - RT France 21 mars 2023

Il y a 20 ans, les Etats-Unis envahissaient l'Irak pour, disaient-ils, débarrasser le pays de Saddam Hussein, l'empêcher de développer des armes de destruction massive et lui apporter la démocratie. Retour sur un tissu de mensonges.

Le 20 mars 2003, les Etats-Unis envahissaient l'Irak, entraînant le pays dans une guerre sanglante qui a provoqué la mort de centaines de milliers de personnes. Le chaos engendré par cette invasion a ouvert la voie à une guerre civile inter-religieuse et à l'implantation de groupes terroristes comme Daesh qui menacent toujours la sécurité nationale, régionale et internationale.

La mémorable intervention du secrétaire d'Etat américain de l'époque, Colin Powell, devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 5 février 2003, est l'illustration de ce mensonge...

L'image de l'homme brandissant une petite fiole censée contenir une arme biologique extrêmement destructrice en pleine séance à l'ONU restera gravée dans les mémoires. Aucune de ces prétendues armes n'a jamais été retrouvée.

Cette invasion (150 000 soldats américains et 40 000 militaires britanniques) a marqué le début de l'un des épisodes les plus sanglants du XXI^e siècle. En trois semaines, Saddam Hussein est tombé et les forces d'invasion ont pris le contrôle de la capitale, Bagdad, le 9 avril.

Le chaos, avec son lot de désordre et de pillages, a été rapidement aggravé par la décision américaine de dissoudre l'Etat irakien, le parti au pouvoir et l'appareil militaire.

De 2003 à 2011, année du retrait de l'armée américaine, plus de 100 000 civils irakiens ont été tués, selon l'organisation Iraq Body Count. Un bilan revu largement à la hausse par la revue scientifique américaine Plos Medecine. En partenariat avec des universitaires américains et le soutien d'experts du ministère irakien de la Santé, elle évaluait en 2011 à près de 500 000 le nombre de personnes qui ont perdu la vie sur le sol irakien et précisait que «60% des victimes [avaient] péri durant les combats [et] 40% [étaient] mortes des conséquences indirectes du conflit».

Alors sénateur, l'actuel président américain démocrate Joseph Biden avait soutenu sans aucune réserve le choix de partir en guerre, parlant de «*juste cause*».

Dans son blog du Monde, l'historien arabisant Jean-Pierre Filiu affirmait en novembre 2020 à quel point Joe Biden serait «*allé encore plus loin que la plupart des "faucons", proposant en 2006-2007 que l'Irak soit divisé en trois entités autonomes, sunnite, chiite et kurde, ce qui n'aurait fait qu'aggraver la guerre civile alors en cours, elle-même directement causée par l'occupation américaine*».

Comme il le rappelle, Biden, «*sénateur du Delaware depuis 1973, préside à l'époque la puissante commission des Affaires étrangères quand, à l'été 2002, il relaie la propagande de l'administration Bush sur les "armes de destruction massive" que détiendrait l'Irak*». Un soutien «*essentiel pour la Maison Blanche, confrontée à un Sénat majoritairement démocrate*». «*En octobre 2002, Biden est l'un des 29 sénateurs démocrates à voter, contre l'avis de 23 autres et aux côtés de 48 élus républicains, le chèque en blanc qui permet à George W. Bush de mener la guerre à sa guise en Irak*», note cet historien.

La guerre en Irak a marqué les esprits par sa violence. Les images des bombardements et des attentats ont défilé sur les écrans des années durant. La diffusion par le gouvernement irakien des images de la pendaison de Saddam Hussein le jour de l'Aïd el adha (fête du sacrifice) fin 2006 ont choqué le monde entier et plus particulièrement le monde arabo-musulman, malgré l'aversion qui pouvait être ressentie à son égard.

La cruauté révélée de membres des troupes américaines a été l'une des pires illustrations de cette guerre, écornant l'image des Etats-Unis. Des photos de prisonniers irakiens torturés et humiliés par des militaires américains dans la prison d'Abou Ghraib avaient provoqué une indignation mondiale.

En 2010, WikiLeaks publiait un torrent de révélations sur les guerres étasuniennes d'Irak et d'Afghanistan, mettant Washington dans l'embarras face à la réalité de documents dont beaucoup démontraient que des crimes de guerre avaient été commis par ses troupes.

En Irak, aucune célébration des 20 ans du début de la guerre qui était censée «*apporter la démocratie*» n'a eu lieu le 20 mars.

Aujourd'hui, un tiers de la population vit dans la pauvreté et les services publics sont aux abonnés absents. Les délestages quotidiens peuvent durer jusqu'à 12 heures et seuls les plus fortunés peuvent se payer le luxe de groupes électrogènes.

L'instabilité politique, la pauvreté et la corruption sont aujourd'hui des phénomènes endémiques dans un des pays au sous-sol le plus riche de la planète.

Combat pour le retrait de la contre-réforme des retraites

J-C – Je reproduis ci-dessous le meilleur article que j'ai trouvé en accès libre sur le Net.

J'entends dire que le ras le bol des travailleurs et des jeunes se généralisent, qu'ils se radicalisent... Comment peut-on aspirer à vivre dans une société aussi pourrie ? Je crois que c'est la question qu'il faut que chacun se pose. Rien ni personne ne peut justifier le mode de vie qui nous est imposé, on n'est pas venu au monde pour vivre ainsi, nos parents ne nous ont pas conçus pour qu'on vive un tel

cauchemar. C'est profondément injuste, il faut que cela cesse le plus tôt possible. Un changement de régime économique et politique s'impose de toute urgence. Il faut se débarrasser des institutions de la Ve République pour en finir avec le capitalisme.

Editorial de La tribune des travailleurs. (POID)

Rassembler en un fleuve unique : la grève générale - abo.latribunedesttravailleurs.fr

Des huit jours qui viennent de s'écouler, une conclusion s'impose : ce n'est pas seulement l'existence du gouvernement qui est en cause, ni seulement l'avenir politique de Borne ou de Macron. C'est le régime politique tout entier, c'est la Ve République qui sont frappés à mort.

Il y a eu, le 16 mars, le recours au 49-3. À vrai dire, personne ne pouvait douter que le gouvernement, s'il n'était pas assuré d'une majorité, aurait recours à cet artifice pour décréter sa réforme « *adoptée* » sans vote.

Puis le 20 mars, cette motion de censure rejetée à neuf voix près. Là encore, ce n'est pas une surprise. D'ailleurs... quand bien même la censure aurait-elle été votée, cela n'aurait pas empêché Macron de nommer un nouveau gouvernement, avec ou sans Borne à sa tête, ou de dissoudre l'Assemblée... pour poursuivre sa politique.

Née d'un coup d'État, la Ve République dispose ainsi de mille et un ressorts permettant d'imposer, contre la volonté du peuple, les exigences d'une poignée d'exploiteurs et de spéculateurs.

Il faut le répéter : aucun gouvernement décidé à répondre aux besoins des travailleurs et des jeunes ne pourra prendre les mesures nécessaires pour les salaires, les retraites, les services publics sans remettre en cause les institutions de la Ve République, taillées exclusivement et sur mesure pour la classe capitaliste.

La jeune génération qui s'engage aujourd'hui dans l'action politique en prend la mesure. Dans toutes les manifestations, les mots d'ordre ciblent le 49-3 et, par ce biais, les institutions elles-mêmes.

Les réponses apportées par les partis « *de gauche* » sont loin d'être à la hauteur de cette exigence. « *Le gouvernement est mort* », décrète l'un ; « *dissolution* » réclament d'autres ; d'autres encore proposent de lancer le référendum d'initiative partagée ; d'autres encore de bâtir une coalition pour gagner les élections prochaines... en 2027. Toutes ces propositions restent dans le cadre des institutions.

On aurait pu imaginer, par exemple, que Jean-Luc Mélenchon qui, en principe, est partisan d'une VIe République, saisisse l'occasion pour dire : « *La Ve République est morte, place à la VIe République maintenant, tout de suite !* » Eh bien non... Lui et tous les autres restent dans le cadre de la Ve République qui, répétons-le, n'autorise que les gouvernements et les politiques au service des capitalistes.

Ce refus de rompre marque aussi la stratégie de l'intersyndicale.

Jeudi 16, après l'annonce par Borne du coup de force du 49-3, alors que des milliers et des milliers de travailleurs et de jeunes se rassemblent spontanément à Paris place de la Concorde et dans toutes les grandes villes de France, aucun appel n'est lancé par l'intersyndicale à la mobilisation immédiate contre le coup de force. Pourtant, l'intersyndicale avait su, dans la phase précédente,

jusqu'au 7 mars en particulier, rassembler massivement les travailleurs et les jeunes sur l'exigence du retrait.

Le soir du coup de force, elle se contente d'appeler à manifester... huit jours plus tard ! Du fait que la contre-réforme a été « adoptée », faudrait-il la laisser passer ?

Les consignes venues des sommets encouragent à la reconduction de la grève dans certains cas, au soutien à la reconduction dans d'autres, cela dans la plus grande dispersion. En ce moment, ne faudrait-il pas, au contraire, chercher à rassembler toutes les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse en un fleuve unique déferlant contre le gouvernement : la grève générale ?

De plus en plus nombreux sont les travailleurs, les sections syndicales, les syndicats, les assemblées générales qui formulent cette nécessité de la grève générale. On objectera que les confédérations ne sont pas prêtes à lancer un tel appel ? Elles ont convoqué des grèves et des manifestations à huit reprises, qu'est-ce qui les empêche d'appeler non pas branche par branche, secteur par secteur, mais toute la classe ouvrière dans l'unité ? On objectera que Laurent Berger, de la CFDT, ne veut pas entendre parler de grève générale ? On ne doit pas confondre unité d'action intersyndicale et syndicat unique. Il est probable que si les confédérations issues de la vieille CGT – CGT et CGT-FO – proposaient d'organiser la grève générale pour bloquer la réforme, un tel appel, discuté et relayé dans les entreprises, serait largement approuvé par nombre de travailleurs, quel que soit leur syndicat, y compris les syndiqués CFDT. La semaine prochaine, FO réunit son comité confédéral national, la CGT son congrès confédéral. Ne serait-ce pas l'occasion de discuter d'une telle initiative ?

Dans les rangs ouvriers, le débat sur « *est-il possible, serait-il nécessaire d'avancer sans délai vers une grève générale qui balaye cette honteuse réforme des retraites ?* » est légitime. Il doit se mener sans les anathèmes, les insultes ou la haine auxquels quelques individus, isolés, ont recours pour tenter d'empêcher la discussion ouvrière démocratique.

Aider les travailleurs à se rassembler dans la grève générale avant qu'il ne soit trop tard, sans craindre d'avancer la perspective du gouvernement ouvrier : voilà ce pour quoi combattent les adhérents du Parti ouvrier indépendant démocratique, aussi bien dans les grèves, dans la propagande politique, que dans le rassemblement rendant hommage à la Commune de Paris le 26 mars prochain.

https://abo.latribunedestravailleurs.fr/web_reader/article?id=6702

10 petits tours et puis s'en vont...

Manifestations contre la réforme des retraites : nouvelle mobilisation le mardi 28 mars - Le HuffPost 24 mars 2023

Ce jeudi 23 mars a marqué une nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites, avec quelque 800 000 personnes qui manifestaient à Paris, selon la CGT et 3,5 millions en France, d'après la même source. Soit un chiffre équivalent à la mobilisation record du 7 mars. 1,089 million de personnes ont défilé dans plus de 300 villes de France, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

En régions, dans plusieurs grandes villes, des chiffres records ont aussi été annoncés par les syndicats, battant à chaque fois le score de la mobilisation du 7 mars quand ils avaient annoncé

vouloir mettre « la France à l'arrêt » : 280 000 manifestants à Marseille (record de 240 000 le 7 mars), 150 000 à Toulouse (record de 130 000 le 7 mars), 110 000 à Bordeaux (record de 100 000 le 7 mars), 80 000 à Nantes (record de 75 000 le 7 mars), 55 000 à Lyon (record de 50 000 le 7 mars) ou encore 40 000 à Nice (record de 30 000 le 7 mars).

Les autorités ont contrebalancé avec leurs chiffres, créant des écarts particulièrement importants et rendant compte d'une mobilisation le plus souvent en baisse par rapport à la journée du 7 mars : 25 000 manifestants à Nantes (30 000 le 7 mars), 22 000 à Lyon (25 000 le 7 mars), 16 000 à Marseille (30 000 le 7 mars) ou 5 200 à Nice (6 000 le 7 mars).

Il s'agit de « *la plus grande mobilisation sociale depuis mai 1968 dans toutes les régions* », s'est réjoui Jean-Luc Mélenchon sur Twitter.

Au total, 240 points de rassemblements avaient été annoncés par les syndicats, sans compter les manifestations spontanées, qui émergent depuis l'utilisation du 49-3 par Élisabeth Borne le 16 mars.

L'intersyndicale a annoncé ce jeudi soir, par la voix de Marylise Léon, secrétaire générale adjointe de la CFDT, une nouvelle date de mobilisation massive le mardi 28 mars.

« *Alors que l'exécutif cherche à tourner la page, ce mouvement social et syndical pérenne et responsable confirme la détermination du monde du travail et de la jeunesse à obtenir le retrait de la réforme* », ont-ils affirmé dans un communiqué.

Les manifestations, grèves et débrayages « *sont une réponse aux contre-vérités exprimées par le président de la République et son entêtement incompréhensible* », ont encore souligné les syndicats.

Alors que les incidents se multiplient depuis une semaine à Paris et dans plusieurs grandes villes, « *la responsabilité de la situation explosive n'incombe donc pas aux organisations syndicales mais bien au gouvernement* », ont-ils enfin ajouté. Le HuffPost 24 mars 2023

Mélenchon en famille... mais pas avec n'importe qui...

Retraites: Mélenchon assure que le roi Charles III est "le bienvenu" en France malgré le mouvement social - BFMTV 24 mars 2023

Interrogé sur les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, Jean-Luc Mélenchon a rappelé: "*Je ne suis pas d'accord avec ces formes d'action, elles invisibilisent*" le mouvement social pacifique. BFMTV 24 mars 2023

J-C – Non, Mélenchon n'est pas populiste, à fond démagogue ou opportuniste, pauvre type, parole d'un citoyen indien, pour qui le monarque britannique ne serait pas le bienvenu en Inde.

En famille tout est possible. Macron ne pourrait plus faire passer des lois liberticides ou antisociales à partir du 16 mars, qui a sorti cette connerie ?

J-C – Tous ceux qui ont colporté cette connerie depuis une semaine ne méritent pas votre confiance, ce sont des manipulateurs, méfiez-vous.

Projet de loi olympique: l'Assemblée adopte un article controversé sur la vidéosurveillance algorithmique - BFMTV 23 mars 2023

L'Assemblée nationale a approuvé jeudi le recours à de la vidéosurveillance dite "*intelligente*", basée sur des algorithmes, que l'exécutif veut expérimenter avant et pendant les Jeux Olympiques 2024, malgré les craintes de dérives sécuritaires de la gauche.

L'article 7 du projet de loi olympique a été adopté avec 59 voix pour (majorité présidentielle, LR et RN) face à 14 contre (Nupes). Il prévoit à titre expérimental que la sécurisation "*de manifestations sportives, récréatives ou culturelles*" d'ampleur puisse recourir à des algorithmes.

Les associations de défense des libertés sont contre, comme le Conseil national des barreaux.
BFMTV 23 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Le Sénat roumain débat de l'annexion de ses territoires occupés par la Moldavie et l'Ukraine - Réseau Voltaire 23 mars 2023

Le Sénat roumain débat d'une proposition de Diana Iovanovici Șoșoacă visant à annexer les anciens territoires roumains occupés par l'actuelle Moldavie et par l'Ukraine en vertu du pacte Molotov-Ribbentrop (1939).

Selon l'article 3 de la proposition de loi : « *La Roumanie annexe les territoires historiques qui lui appartenaient, respectivement, le nord de la Bucovine, la région de Hertsa, Budzhak (Cahul, Bolgrad, Izmail), les Maramures historiques et l'île aux serpents* ». Ces territoires sont habités par 1 million de personnes.

Proposition de loi modifiant la loi n° 129/1997 relative à la ratification du Traité concernant les relations de bon voisinage et de coopération entre la Roumanie et l'Ukraine (document original en roumain). Réseau Voltaire 23 mars 2023

85% de la population mondiale ne participe pas aux sanctions contre la Russie – Bloomberg

Bloomberg est l'un des porte-parole du capital financier américain et occidental. En tant que tel, il définit la direction et diffuse le récit, qui est ensuite fidèlement propagé par les soi-disant médias grand public aux États-Unis et les médias des vassaux américains, l'UE et l'OTAN. Mais il y a aussi des appels ponctuels au réalisme, en dehors de ce que l'on voudrait se faire croire.

Sous le titre « *L'Occident ne peut pas se permettre l'orgueil de la guerre russe en Ukraine* », il y a quelques réflexions sur ce à quoi ressemble le monde en dehors de sa propre bulle de propagande. Mais bien sûr, tout simplement pour gagner la guerre et promouvoir leur propre ordre mondial fasciste.

<https://reseauinternational.net/85-de-la-population-mondiale-ne-participe-pas-aux-sanctions-contre-la-russie-bloomberg/>

À Moscou, Xi et Poutine enterrent la Pax Americana - reseauinternational.net 23 mars 2023

À Moscou cette semaine, les dirigeants chinois et russe ont révélé leur engagement commun à redéfinir l'ordre mondial, une entreprise qui n'a « *pas été vue depuis 100 ans* ».

Ce qui vient de se passer à Moscou n'est rien de moins qu'un nouveau Yalta, qui, soit dit en passant, se trouve en Crimée. Mais contrairement à la rencontre capitale entre le président des États-Unis Franklin Roosevelt, le dirigeant soviétique Joseph Staline et le Premier ministre britannique Winston Churchill en Crimée, territoire de l'URSS, en 1945, c'est la première fois depuis sans doute cinq siècles qu'aucun dirigeant politique de l'Occident ne fixe l'ordre du jour mondial.

Ce sont les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine qui dirigent désormais le spectacle multilatéral et multipolaire. Les exceptionnistes occidentaux peuvent déployer leur routine de pleurnichards autant qu'ils le veulent : rien ne changera les aspects spectaculaires et la substance sous-jacente de cet ordre mondial en développement, en particulier pour le Sud mondial.

Les objectifs de Xi et de Poutine ont été expliqués en détail avant leur sommet, dans deux articles d'opinion rédigés par les présidents eux-mêmes. Tel un ballet russe hautement synchronisé, la vision de Poutine a été exposée dans le Quotidien du Peuple en Chine, en mettant l'accent sur un « *partenariat tourné vers l'avenir* », tandis que celle de Xi a été publiée dans la Gazette russe et sur le site web de RIA Novosti, en mettant l'accent sur un nouveau chapitre de la coopération et du développement commun.

Dès le début du sommet, les discours de Xi et de Poutine ont plongé la foule de l'OTAN dans une frénésie hystérique de colère et d'envie : la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a parfaitement saisi l'ambiance lorsqu'elle a fait remarquer que l'Occident avait « *l'écume à la bouche* ».

La première page de la Gazette russe de lundi était emblématique : Poutine visitant la ville de Marioupol, libérée des nazis, et discutant avec les habitants, côte à côte avec l'éditorial de Xi. C'était, en résumé, la réponse laconique de Moscou à la cascade du MQ-9 Reaper de Washington et aux manigances du tribunal kangourou de la Cour pénale internationale (CPI). « *Écume à la bouche* » autant que vous voulez, l'OTAN est en train d'être complètement humiliée en Ukraine.

Lors de leur première rencontre « *informelle* », Xi et Poutine se sont entretenus pendant pas moins de quatre heures et demie. À la fin, Poutine a personnellement escorté Xi jusqu'à sa limousine. Cette conversation était la véritable affaire : tracer les lignes directrices de la multipolarité, qui commence par une solution pour l'Ukraine.

Comme on pouvait s'y attendre, il y a eu très peu de fuites de la part des sherpas, mais il y en a eu une assez importante concernant leur « *échange approfondi* » sur l'Ukraine. Poutine a poliment souligné qu'il respectait la position de la Chine, exprimée dans le plan de résolution du conflit en 12 points de Pékin, qui a été complètement rejeté par Washington. Mais la position russe reste inébranlable : démilitarisation, neutralité de l'Ukraine et prise en compte des nouveaux faits sur le terrain.

Parallèlement, le ministère russe des Affaires étrangères a totalement exclu que les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne puissent jouer un rôle dans les futures négociations sur l'Ukraine : ils ne sont pas considérés comme des médiateurs neutres.

Un patchwork multipolaire

La journée suivante a été consacrée aux affaires : de l'énergie à la coopération « *militaro-technique* » en passant par l'amélioration de l'efficacité des corridors commerciaux et économiques traversant l'Eurasie.

La Russie est déjà le premier fournisseur de gaz naturel de la Chine, devant le Turkménistan et le Qatar. La majeure partie de ce gaz est acheminée par le gazoduc Force de Sibérie, d'une longueur de 3000 km, qui relie la Sibérie à la province chinoise du Heilongjiang, dans le nord-est du pays, et qui sera mis en service en décembre 2019. Les négociations sur le gazoduc Force de Sibérie II, qui passera par la Mongolie, progressent rapidement.

La coopération sino-russe dans le domaine de la haute technologie va exploser : 79 projets pour plus de 165 milliards de dollars. Tout y passe, du gaz naturel liquéfié (GNL) à la construction aéronautique, en passant par la construction de machines-outils, la recherche spatiale, l'agro-industrie et les corridors économiques améliorés.

Le président chinois a explicitement déclaré qu'il souhaitait lier les projets de la nouvelle route de la soie à l'Union économique eurasiatique (UEE). Cette interpolation entre la BRI et l'UEE est une évolution naturelle. La Chine a déjà signé un accord de coopération économique avec l'UEE. Les idées du stratège macroéconomique russe Sergey Glazyev portent enfin leurs fruits.

Enfin, il y aura un nouvel élan vers des règlements mutuels en monnaies nationales – et entre l'Asie et l'Afrique, et l'Amérique latine. À toutes fins utiles, Poutine a approuvé le rôle du yuan chinois en tant que nouvelle monnaie commerciale de choix, tandis que les discussions complexes sur une nouvelle monnaie de réserve adossée à l'or et/ou aux matières premières se poursuivent.

Cette offensive économique et commerciale conjointe s'inscrit dans le cadre de l'offensive diplomatique concertée entre la Russie et la Chine visant à remodeler de vastes pans de l'Asie occidentale et de l'Afrique.

La diplomatie chinoise fonctionne comme la matryoshka (poupées russes empilées) en termes de transmission de messages subtils. Le fait que le voyage de Xi à Moscou coïncide exactement avec le 20ème anniversaire de l'opération américaine « *Choc et Effroi* » et de l'invasion, de l'occupation et de la destruction illégales de l'Irak est loin d'être une coïncidence.

Parallèlement, plus de 40 délégations africaines sont arrivées à Moscou un jour avant Xi pour participer à une conférence parlementaire intitulée « *Russie-Afrique dans le monde multipolaire* », en prélude au deuxième sommet Russie-Afrique qui se tiendra en juillet prochain.

La zone entourant la Douma ressemblait à l'ancienne époque du Mouvement des non-alignés (MNA), lorsque la plupart des pays africains entretenaient des relations anti-impérialistes très étroites avec l'URSS.

Poutine a choisi ce moment précis pour annuler plus de 20 milliards de dollars de dettes africaines.

En Asie occidentale, la Russie et la Chine agissent de manière totalement synchronisée. Asie de l'Ouest. Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran a été lancé par la Russie à Bagdad et à Oman : ce sont ces négociations qui ont abouti à la signature de l'accord à Pékin. Moscou coordonne également les discussions sur le rapprochement Syrie-Turquie. La diplomatie russe avec l'Iran – désormais sous le statut de partenariat stratégique – est maintenue à l'écart.

Des sources diplomatiques confirment que les services de renseignement chinois, par le biais de leurs propres enquêtes, sont désormais pleinement convaincus de la grande popularité de Poutine dans toute la Russie, et même au sein des élites politiques du pays. Cela signifie que les conspirations de type changement de régime sont hors de question. Cet élément a joué un rôle fondamental dans la décision de Xi et du Zhongnanhai (le siège central du parti et de l'État chinois) de « *parier* » sur Poutine en tant que partenaire de confiance dans les années à venir, étant donné qu'il pourrait se présenter aux prochaines élections présidentielles et les remporter. La Chine s'inscrit toujours dans la continuité.

Le sommet Xi-Poutine a donc définitivement consacré la Chine et la Russie comme des partenaires stratégiques globaux à long terme, déterminés à développer une concurrence géopolitique et géoéconomique sérieuse avec les hégémons occidentaux en déclin.

Tel est le nouveau monde né à Moscou cette semaine. Poutine l'avait précédemment défini comme une nouvelle politique anticoloniale. Il s'agit désormais d'un patchwork multipolaire. La démolition des vestiges de la Pax Americana est irréversible.

« *Des changements qui n'ont pas eu lieu depuis 100 ans* »

Dans « *Avant l'hégémonie européenne : Le système mondial après 1250-1350* », Janet Abu-Lughod a soigneusement construit un récit montrant l'ordre multipolaire qui prévalait lorsque l'Occident était « *à la traîne de l'Orient* ». Plus tard, l'Occident n'a pris de l'avance que parce que l'Orient était temporairement en désarroi.

Il se peut que nous assistions à un changement historique similaire, marqué par un renouveau du confucianisme (respect de l'autorité, accent mis sur l'harmonie sociale), de l'équilibre inhérent au Tao et du pouvoir spirituel de l'orthodoxie orientale. Il s'agit bien d'un combat civilisationnel.

Moscou, qui accueille enfin les premiers jours ensoleillés du printemps, a fourni cette semaine une illustration plus grande que nature des « *semaines où il se passe des décennies* » par rapport aux « *décennies où il ne se passe rien* ».

Les deux présidents ont fait leurs adieux de manière poignante.

Xi : « *Aujourd'hui, il y a des changements qui n'ont pas eu lieu depuis 100 ans. Lorsque nous sommes ensemble, nous conduisons ces changements.* »

Poutine : « *Je suis d'accord.* »

Xi : « *Prends soin de toi, cher ami.* »

Poutine : « *Bon voyage.* »

À l'aube d'un nouveau jour, du pays du Soleil levant aux steppes eurasiennes.

Pepe Escobar

Source : The Cradle

<https://reseauinternational.net/a-moscou-xi-et-poutine-enterrent-la-pax-americana/>

En complément.

Révélation de détails importants concernant les accords entre la Russie et la Chine

<https://reseauinternational.net/revelation-de-detaills-importants-concernant-les-accords-entre-la-russie-et-la-chine/>

Totalitarisme en famille. Ils en sont réduits là !

Les Etats-Unis vont décerner « *un prix honorant l'esprit de résistance grâce à la musique* » à des dégénérées qui affirment elles-mêmes ne pas jouer de musique : « *Nous ne jouons pas vraiment du folk mais pas non plus réellement du punk. Nous ne faisons que crier et manifester aussi fort que possible* »... contre « *le totalitarisme* » en Russie qu'incarnerait Poutine.

Il ne se passe pas un jour où les autorités américaines ne se ridiculisent pas aux yeux du monde. Qu'ils continuent...

Les Russes de Pussy Riot distinguées aux Etats-Unis pour leur esprit de résistance - AFP 24 mars 2023

Le groupe contestataire punk et féministe russe, Pussy Riot, va être distingué en mai aux Etats-Unis par un prix honorant l'esprit de résistance grâce à la musique, notamment contre la guerre de la Russie en Ukraine, ont annoncé jeudi les organisateurs.

Le 6 mai, elles recevront la distinction "*Woody Guthrie*", du nom d'un chanteur et compositeur américain de folk (1912-1967) considéré comme un musicien de gauche, classé parfois socialiste, révolutionnaire voire anarchiste, et qui défendait les plus pauvres et les opprimés.

"*Dans l'esprit de Woody, je crois qu'il aurait aimé le message anti-fasciste des Pussy Riot*", a déclaré une des membres, Nadejda Tolokonnikova, dans un message transmis à l'AFP par leur agent.

"*Nous ne jouons pas vraiment du folk mais pas non plus réellement du punk. Nous ne faisons que crier et manifester aussi fort que possible et espérons montrer aux autres qu'ils peuvent faire pareil*", a poursuivi l'artiste contestataire.

Ce groupe punk féministe est devenu célèbre après une performance jugée scandaleuse à la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou en 2012. Des jeunes femmes avaient chanté une "*prière*" punk demandant à la vierge Marie de "*chasser*" Vladimir Poutine. Trois d'entre elles, dont Maria Aliokhina, avaient été condamnées pour des actes jugés blasphématoires à des peines de deux ans de détention dans un camp.

Nadejda Tolokonnikova et Maria Aliokhina avaient été libérées en décembre 2013.

Depuis, les Pussy Riot n'ont cessé de dénoncer "*le totalitarisme*" en Russie. AFP 24 mars 2023